

AGRODEP Data Report 06

September 2015

**La Matrice de Comptabilité Sociale de la Cote d'Ivoire:
Exercice 2006**

**Ismael Fofana
Souleymane S. Diallo**

AGRODEP Data Reports are designed to document AGRODEP datasets. They are intended for use by AGRODEP members in order to understand technical aspects of the data. The Data Reports have been peer reviewed but have not been subject to a formal external peer review via IFPRI's Publications Review Committee; any opinions expressed are those of the author(s) and do not necessarily reflect the opinions of AGRODEP or of IFPRI.

About the Authors

Ismael Fofana is a Research Fellow for the International Food Policy Research Institute - Dakar.

Souleymane S. Diallo is a Researcher at the Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales.

Table of Contents

1. Introduction	6
2. Structure de la MCS.....	6
3. Élaboration de la MCS.....	7
<i>a. Élaboration de la MCS primaire</i>	<i>7</i>
<i>b. Représentation détaillée du secteur agricole.....</i>	<i>8</i>
<i>c. Représentation détaillée des revenus factoriels et des ménages</i>	<i>11</i>
4. Conclusion	13
AGRODEP Data Report Series	19

Résumé

Cette note technique décrit le processus d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS) établie à partir des comptes nationaux de 2006 pour la Côte d'Ivoire. Elle présente les différentes étapes de mobilisation et traitement des données primaires dans l'élaboration de la matrice. Cette dernière présente 137 comptes répartis en 59 comptes de produits et autant de branches économiques, 6 comptes de revenus de facteurs, 1 compte de marge, 10 comptes institutionnels et 2 comptes d'accumulation.

Abstract

This technical note describes the construction process of the Social Accounting Matrix (SAM) compiled from the 2006 national accounts for the Ivory Coast. It shows the different stages of the mobilization and treatment of primary data in the building process of the matrix. The latter is composed of 137 accounts divided into 59 activities, 59 commodities, for goods and many economic branches, 6 production factors, 1 margin account, 10 institutions and 2 accumulation accounts.

1. Introduction

La Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) est un tableau à double entrée retraçant les flux comptables prenant place dans une économie à une période donnée, en général, une année. Elle fait partie de la grande famille des tableaux économiques et constitue une généralisation du tableau "Entrée-Sortie" de Leontief. La MCS présente une vision globale de l'économie, prenant en compte la structure de l'économie dans son ensemble et les interrelations entre les agents économiques. Elle fournit un cadre cohérent permettant d'analyser de manière rigoureuse les effets macroéconomiques et distributifs d'un choc de politique ou extérieur. Elle sert généralement de cadre comptable aux modèles d'Équilibre Général Calculable (EGC), qui sont des systèmes d'équations simulant le fonctionnement d'une économie de marché. Ainsi, le modèle EGC devient opérationnel par l'utilisation de la MCS dans le processus de calibrage du modèle à l'économie qu'on se propose d'étudier. Nous présentons brièvement, dans les prochaines sections, la MCS élaborée à partir des comptes nationaux de la Côte d'Ivoire. Sa structure est d'abord mise en relief, avant la présentation des diverses étapes de son élaboration.

2. Structure de la MCS

La MCS élaborée à partir des comptes nationaux de 2006 de la Côte d'Ivoire présente 137 comptes répartis comme suit:

- 59 comptes d'activités économiques
- 59 comptes de produits
- 1 compte de marge
- 6 comptes de revenus factoriels
- 10 comptes institutionnels
- 2 comptes d'accumulation

Bien que présentant une structure standard, la MCS ainsi élaborée se distingue sur un certain nombre de points:

- L'éclatement du secteur agricole en 25 branches, pour autant de produits (Tableau 1);
- La distinction des comptes de ménage selon le milieu de résidence, c'est-à-dire urbain et rural;
- La prise en compte de 6 revenus factoriels liés (1) au travail indépendant, (2) au travail salarié qualifié, (3) au travail salarié non qualifié, (4) à la terre, (5) au cheptel et (6) aux autres capitaux;
- L'offre du produit pouvant provenir d'une ou de plusieurs activités, comme une activité pouvant fournir un ou plusieurs produits;
- L'apparition de marges commerciales sur les transactions de biens, dont le montant est entièrement imputé aux services « Vente en gros et en détails »;

3. Élaboration de la MCS

La MCS est un assemblage d'informations comptables consignées principalement dans deux tableaux des comptes nationaux: le Tableau des Ressources et Emplois (TRE), et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI).¹ Le TRE et le TCEI sont des tableaux des comptes nationaux présentant, sous différentes perspectives, les flux comptables enregistrés dans une économie au cours d'un exercice. Alors que le premier synthétise la production et les échanges selon la logique des secteurs et des produits, le second retrace les flux comptables entre les unités institutionnelles. Signalons également que le tableau « entrée-sortie » est au centre du TRE.² La MCS de la Côte d'Ivoire est élaborée principalement à partir de ces tableaux, tous élaborés par l'Institut national de la Statistique (INS) pour l'année 2006.

a. Élaboration de la MCS primaire

Étape 1: Représentation du TRE sous forme de tableau à double-entrée présentant:

- 44 comptes d'activité économique
- 44 comptes de produits (biens et services)
- 3 comptes d'unités institutionnelles: État et ISBL³, institutions privées (ménages et entreprises) et reste du monde
- 8 comptes de revenus: compensations salariales, EBE et revenu mixte, et 6 comptes de taxes et subventions indirectes
- 2 comptes d'accumulation: FBCF et variations de stocks

Étape 2: Éclatement des comptes de revenu, d'institution et de capital

Les informations du TCEI sont utilisées en vue d'une présentation plus détaillée du secteur institutionnel et la distribution des revenus. Les comptes de revenus intègrent, en addition aux revenus/paiements factoriels (salaire et EBE/RM) et taxes et subventions indirectes:

- les autres revenus/paiements liés à la propriété: intérêts, loyers, dividendes, etc.
- l'impôt sur le revenu et la propriété (taxe directe)
- les transferts interinstitutionnels

Le compte « institutions privées » comprend désormais les sous-comptes : ménages, sociétés financières, sociétés non financières, et secteur fictif.

¹ Le TRE et le TCEI sont précédemment appelés « Tableau des Entrées et Sorties » (TES), et « Tableau d'Ensemble Économique » (TEE), respectivement.

² A défaut du TRE et du TCEI, les concepteurs de la MCS font recours aux TES et comptes nationaux.

³ Institutions Sans But Lucratif

Le compte de capital intègre, en plus de la FBCF et des variations de stocks, les sous-comptes « transfert de capitaux » et le « solde du compte de capital ».

Étape 3: Ajustement de la MCS primaire

- Compte de correction territoriale

Le compte de « Correction territoriale » fait apparaître des valeurs positives en ressources (importations) et en emplois (exportations et des dépenses de consommation finale). Nous répartissons les emplois du compte entre les produits selon leurs parts distributives, en ne considérant que les produits présentant des valeurs positives d'importation. Le montant additionnel par produit est alors ajouté aux importations (en ressources) et le compte est annulé.

- Compte de production imputée des services bancaires

Le compte d'activité « Production imputées des services bancaires » est non productif et présente un EBE négatif. Nous agrégeons le compte aux services financiers. Toutefois, l'EBE du nouveau compte reste toujours négatif. Alors une nouvelle agrégation est faite avec les « Services immobiliers » pour finalement donner le compte « Services financiers et immobiliers ».

- Compte de services d'hôtellerie et de restauration

Le compte d'activité « Services d'hôtellerie et de restauration » présente également un EBE/Revenu mixte négatif; il est également agrégé à un autre compte présentant une structure d'offre et de demande assez proche: « Réparation »; le nouveau compte devient d « Services réparation, hôtellerie et de restauration ».

- Société financière, société non financière et secteur fictif

Les sociétés financières et non financières et le secteur fictif sont agrégés pour former le sous-secteur institutionnel « Entreprises » pour des raisons de simplification et d'ajustement à la structure standard des MCS utilisées dans la modélisation en EGC.

- Compensation salariales en provenance et vers le reste du monde

Elles sont transformées en transferts interinstitutionnels. Le montant concerné est imputé directement au revenu/dépenses du ménage en diminution/augmentation du revenu factoriel.

- Provision pour dépréciation

La provision pour dépréciation du capital, apparaissant en revenus des entreprises et de l'État et en dépenses pour la FBCF, est ajoutée à l'EBE comme revenu factoriel et déduit de l'épargne en FBCF.

b. Représentation détaillée du secteur agricole

La MCS primaire ainsi élaborée dispose de 6 sous-secteurs agricoles (Tableau 2). Sa dimension agricole limite son utilisation dans l'analyse des politiques de développement agricole axées sur les filières ou les spéculations agricoles. Dans les prochaines étapes, nous nous attelons à décomposer le sous-secteur vivrier,

l'agriculture industrielle et commerciale, et l'élevage et chasse en plusieurs spéculations telles que présentées par le Tableau 2.

Étape 4: Éclatement des sous-secteurs de l'agriculture industrielle et commerciale et de l'élevage et chasse

Cette étape est facilitée par la disponibilité d'informations dans les comptes nationaux présentant une vision plus détaillée des sous-secteurs de l'agriculture industrielle et commerciale et de l'élevage et la chasse en termes d'activités productives, de ressources et d'emplois.

- Au niveau des ressources
 - Les informations disponibles dans les comptes nationaux sont les importations, la production, les salaires, la taxe de production, la consommation d'intrants productifs.
 - Les informations non disponibles sont les subventions de production, l'EBE et revenu mixte
 - Nous procédons à l'imputation des montants de subvention de production en estimant des taux de subvention par sous-secteurs concernés, qui sont ensuite appliqués (uniformément) à toutes les filières par sous-secteur concerné (Tableau 2).
 - L'EBE et revenu mixte est estimé de façon résiduelle, c'est-à-dire, valeur de la production nette du coût des intrants, des salaires, des taxes et subventions de production.
- Au niveau des emplois
 - Les informations disponibles dans les comptes nationaux dont la consommation finale, la consommation intermédiaire, la formation brute de capital fixe, les variations de stocks, les exportations, la TVA, et les exportations.
 - Les informations non disponibles sont la taxe sur les importations, la taxe sur les exportations et les marges.
 - Les informations non disponibles sont imputées en suivant la procédure des subventions dans la section précédente.
- **La matrice des intrants productifs** est disponible pour les filières de l'étape 1 (Tableau 2), donc directement intégré dans la nouvelle MCS désagrégée.
- **La matrice activités-produits** est non disponible pour les filières de l'étape 1 (Tableau 2); diagonalisation de la matrice pour les filières de l'étape 1 et création temporaire d'un compte de « résidus », dont les valeurs sont reportées en « emplois ». Par la suite, nous utilisons la

procédure d'équilibrage de la MCS⁴ pour répartir ce déséquilibre à l'intérieur de la MCS et supprimons le compte temporairement.

Étape 5: Éclatement du sous-secteur vivrier, des produits oléagineux et de l'élevage d'autres animaux

Dans un souci de mettre en relief plusieurs spéculations importantes de la stratégie de développement de l'agriculture en Côte d'Ivoire, le sous-secteur vivrier, les produits oléagineux et l'élevage d'autres animaux sont à leur tour éclatés en plusieurs catégories de produits telles que présentées par l'étape 2 du Tableau 2. Ainsi, nous utilisons les comptes nationaux qui apportent une décomposition détaillée des emplois, d'une part, et l'Enquête sur le Niveau de Vie (ENV) de 2008, d'autre part, dans le but d'isoler les spéculations piliers de la stratégie de développement de l'agriculture ivoirienne. Pour ce faire, les sections J et K de l'ENV 2008 ont été mises à contribution après une correspondance des spéculations identifiées dans les différentes bases de données (Tableau 3).

- **Au niveau des emplois**

- Plusieurs informations sont disponibles dans les comptes nationaux, à savoir la consommation finale, la formation brute de capital fixe, les variations de stocks et les exportations.
- Les informations non disponibles - consommation intermédiaire, taxe sur les importations, taxe sur les exportations et marges commerciales – sont estimées en utilisant des clés d'imputations construites pour chaque groupe de produit agricole.

- **Au niveau des ressources**

- Les seules informations disponibles dans les comptes nationaux sont les importations
- Les structures de la production, des salaires et de l'utilisation d'intrants productifs sont apportées par l'ENV 2008 (sections K et J)
- Les autres informations non disponibles dans les bases macro- et micro- économiques sont les taxes et subventions de production, et l'EBE et revenu mixte
- Pour les taxes et subvention de production, des taux sont estimés par groupe de produits (sous-secteur), qui sont ensuite appliqués à toutes les spéculations du groupe ou sous-secteur concerné (Tableau 2).
- L'imputation de l'EBE et revenu mixte est faite de manière résiduelle, c'est-à-dire, valeur de la production nette du coût des intrants, des salaires, des taxes et subventions de production.

⁴ Fofana I., Lemelin A., and Cockburn J. (2002). Balancing a Social Accounting Matrix. CREFA - Université Laval, Mimeo

Rappelons que les emplois par spéculation agricole (j) se présentent comme suit, avec CF représentant la consommation finale, EXP les exportations, STK les changements de stocks, et CI la consommation intermédiaire

$$\text{Emploi}_j = \text{CF}_j + \text{EXP}_j + \text{STK}_j + \text{FBCF}_j + \text{CI}_j$$

CF, EXP, STK et FBCI sont disponibles au niveau j et non CI. Donc, nous ne pouvons pas directement calculer l'emploi au niveau j (par exemples, riz, maïs, hévéa, etc.). Toutefois, ces informations étant toutes disponibles par groupe de produits agricoles jj (par exemples, agriculture vivrière, oléagineux, etc.), nous estimons:

$$\beta_{jj} = \text{CI}_{jj} / \text{Emploi}_{jj}$$

Ainsi, sous l'hypothèse que β_{jj} est identique pour tous les j appartenant à jj , alors :

$$\text{Emploi}_j = (\text{CF}_j + \text{EXP}_j + \text{STK}_j + \text{FBCF}_j) / (1 - \beta_{jj})$$

Une fois l'emploi estimé, la production est alors déduite du côté des ressources sachant que les importations sont fournies par les comptes nationaux et que les ressources sont équivalentes aux emplois.

$$\text{Production}_j = \text{Emploi}_j - \text{Importations}_j$$

Les ratios des salaires et des consommations d'intrants par unité de production sont estimés dans l'ENV 2008 par spéculation j , ceux-ci sont utilisés pour estimer les salaires et l'utilisation d'intrants de la MCS, sachant les niveaux de production. Les ratios sont également estimés pour les autres composantes des ressources (Taxes et subventions de production. Les EBE et revenus mixtes sont estimés en résidu.

c. Représentation détaillée des revenus factoriels et des ménages

Les comptes de revenus factoriels et de ménages sont décomposés en utilisant les informations de la MCS de 1998.⁵ Les ratios ou parts distributives de cette dernière sont imputées aux comptes de la MCS 2006 selon la correspondance établis entre les deux bases de données (Tableau 4).

Étape 6: Travail autonome, terre et autres capital

L'EBE/Revenu mixte est d'abord décomposé entre EBE et revenu mixte, et ce dernier entre travail autonome et capital exploité en propriété. Les principales sources d'information servant à la décomposition des revenus factoriels provient du TRE 2006 qui fournit le volume d'emploi sectoriel - regroupant à la fois les travailleurs salariés et ceux autonomes - et de la MCS de 1998.

⁵ A défaut de disposer de l'ensemble des données de l'ENV 2008, en particulier des sections E (Revenus d'emploi) et J (Alimentation).

Nous séparons l'emploi salarié de l'emploi autonome sectoriel, en:

- Identifiant les branches à emploi principalement salarié
- Estimant un salaire moyen pour ces branches
- Imputant les salaires moyens calculés aux autres branches économiques
- Estimant le nombre d'employés salariés
- Déduisant le nombre d'employés autonomes

Nous séparons le revenu mixte du ménages en revenu d'emploi autonome, revenu de la terre et revenu de capital, en:

- Estimant les parts distributives des revenus du capital et de la terre dans le revenu factoriel des ménages
- Ces parts sont utilisées pour isoler les revenus de la terre et du capital des ménages de la MCS 2006, et déduire leur revenu de travail autonome.

Le travail autonome est valorisé en:

- Imputant le salaire moyen des employés salariés à ceux autonomes
- Les revenus d'emplois autonomes par secteur ainsi obtenus sont ajustés à la baisse afin de les concilier au revenu d'emploi autonome total estimé pour les ménages.

Les revenus du capital des ménages estimés sont distribués aux branches productives selon les parts distributives de l'emploi autonome sectoriel.

Les revenus de la terre estimés sont également distribués aux branches agricoles selon les parts distributives allouées aux spéculations végétales dans la surface agricole totale emblavée. Ces parts sont estimées à partir de l'ENV 2008.

Le revenu mixte sectoriel est égal à la somme des revenus implicites du travail autonome et du capital exploité en propriété par les ménages. L'EBE est estimé de manière résiduelle en déduisant le revenu mixte de l'EBE/revenu mixte. Finalement, les revenus sectoriels du capital des ménages et l'EBE des entreprises sont additionnés pour donner la rémunération sectoriel du capital, et la valeur du travail autonome est mise en relief.

Étape 7: Travail qualifié et non qualifié

Les parts distributives du revenu du travail qualifié dans le revenu du travail sectoriel sont estimées de la MCS 1998 et imputées aux branches de la MCS 2006 selon la correspondance présentée par le tableau 4. La définition d'un travailleur qualifié est alors identique à celle de la MCS 1998, c'est-à-dire celui disposant d'un niveau d'éducation post-primaire.

Étape 8: Comptes de revenus et de dépenses

Les comptes de ménages sont séparés en ménages urbains et ménages ruraux en utilisant les ratios et parts distributives estimés à partir de la MCS 1998. Les ménages de la MCS 1998 sont d'abord groupés en ménages urbains et ruraux (Tableau 5), avant de procéder à l'éclatement des diverses comptes de revenus et de dépenses de la MCS.

4. Conclusion

La Matrice de comptabilité sociale de la Côte d'Ivoire en 2006 fait ressortir 137 comptes dont 25 activités et produits agricoles. Elle repose, essentiellement sur le Tableau des Ressources et Emplois (TRE), et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI), tous élaborés par l'Institut national de la Statistique (INS) pour l'année 2006. Dans le but de mettre en relief les produits stratégiques de l'agriculture en Côte d'Ivoire, le secteur agricole a fait l'objet d'un traitement particulier par l'exploitation de l'Enquête sur le Niveau de Vie (ENV) de 2008. La matrice finale obtenue donne une représentation détaillée et cohérente de l'économie ivoirienne en 2006.

Il convient de signaler que le manque d'information nous a amené à décomposer les comptes de revenus factoriels et des ménages en exploitant les données de la MCS de 1998. Les ratios et parts distributives de cette dernière sont imputés aux comptes de la MCS de 2006.

Tableau 1: Branches et produits de la MCS 2006

AGRICULTURE	30. Industrie des oléagineux
Mais	31. Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires
Riz	32. Produits laitiers, produits à base de fruits
Igname	33. Boissons
Manioc	34. Tabac
Banane plantain	35. Produits de l'industrie textile et de l'habillement
Autres produits vivriers	36. Cuir et chaussures
Cacao	37. Produits du travail du bois et articles en bois
Café vert	38. Papiers et cartons ; produits édités et imprimerie
Coton	39. Produits du raffinage, de la cokéfaction
Banane douce et ananas	40. Produits chimiques
Palmier	41. Produits en caoutchouc et en plastique
Autres oléagineuses	42. Autres produits minéraux non métalliques
Hévéa	43. Produits métalliques de base et ouvrages en
Anacarde	44. Machines, appareils électriques et matériels
Autres produits de l'agriculture industrielle et commerciale	45. Équipements et appareils audiovisuels
Plants et semences	46. Matériel de transport
Produits de l'élevage bovin	47. Meubles, produits des industries diverses
Ovins et caprins	48. Électricité, gaz, eau et glace alimentaire
Porcins	49. Travaux de construction
Volailles	SERVICES
Autres animaux	50. Vente en gros et en détail
Produits d'origine animale	51. Services hôtellerie, restauration et réparation
Produits annexes à l'agriculture et à l'élevage	52. Transports et communication
Produits sylvicoles	53. Services des postes et télécommunications
Produits de la pêche et de la pisciculture	54. Services financiers et immobiliers
INDUSTRIE	55. Services aux entreprises
Produits d'extraction	56. Services d'administration publique et de sécurité
Viande et poisson	57. Éducation
Produits du travail des grains et produits amylacés	58. Services de santé et d'action sociale
Produits du cacao, du café	59. Services collectifs, sociaux et personnels

Source : MCS 2006

Tableau 2: Procédure d'éclatement des sous secteurs agricoles

MCS primaire	Étape 1	Étape 2
1. Agriculture vivrière	1. Agriculture vivrière	<i>1.1 Mais</i> <i>1.2 Riz</i> <i>1.3 Igname</i> <i>1.4 Manioc</i> <i>1.5 Banane plantain</i> <i>1.6 Autres vivriers</i>
2. Agriculture industrielle et d'exportation	2.1 Cacao	2.1 Cacao
	2.2 Café	2.2 Café
	2.3 Coton	2.3 Coton
	2.4 Fruit et légumes	2.4 Fruit et légumes
	2.5 Plantes oléagineuses	<i>2.5.1 Palmier</i> <i>2.5.2 Autres oléagineuses</i>
	2.6 Autres agriculture industrielle et commerciale	<i>2.6.1 Hévéa</i> <i>2.6.2 Anacarde</i> <i>2.6.3 Autres produits de l'agriculture industrielle et commerciale (Cola, Sucre, Tabac, etc.)</i>
	2.7 Plants et semences	2.7 Plants et semences
3. Élevage et chasse	3.1 Produits de l'élevage bovin	3.1 Produits de l'élevage bovin
	3.2 Produits de l'élevage d'autres animaux	<i>3.2.1 Ovins et caprins</i> <i>3.2.2 Porcins</i> <i>3.2.3 Volailles</i> <i>3.2.4 Autres animaux</i>
	3.3 Produits d'origine animale	3.3 Produits d'origine animale
4. Annexes agriculture et élevage	4. Annexes agriculture et élevage	4. Annexes agriculture et élevage
5. Sylvicoles	5. Sylvicoles	5. Sylvicoles
6. Pêche et de la pisciculture	6. Pêche et de la pisciculture	6. Pêche et pisciculture

Source: Comptes Nationaux, 2006

Tableau 3: Correspondance produits et activités ENV2008 et MCS

MCS			ENV 2008	
			Nom des cultures	Codes cultures
Agriculture vivrière	Mais	1	Mais	24
	Riz	2	Riz	38
	Igname	3	Igname	23
	Manioc	4	Manioc	27
	Banane plantain	5	Banane plantain	7
	Autres vivriers	6	Aubergine, Avocat, Carotte, Choux, Citron, Citrouille, Concombre, Courgette, Fonio, Gombo, Goyave, Haricot, Mandarine, Mangue, Mil, Oignon, Orange, Pamplemousse, Papaye, Patate douce, Pomme de terre, Piment, Poivron, Salade, Sorgho, Taro, Tomate	4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 25, 26, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42
Cacao	Cacao	7	Cacao	8
Café	Café	8	Café	9
Coton	Coton	9	Coton	16
Fruit et légumes	Fruit et légumes (bananes douces, ananas)	10	Ananas, Banane douce	2, 6
Plantes oléagineuses	Palmier	11	Palmier à huile	31
	Autres oléagineuses	12	Arachide, Coco	3, 14
Autres agriculture industrielle et commerciale	Hévéa	13	Hévéa	22
	Anacarde	14	Anacarde	1
	Autres produits de l'agriculture industrielle et commerciale	15	Autre	88
Plants et semences	Plants et semences	16		-
Produits de l'élevage bovin	Produits de l'élevage bovin	17	Bœuf	3
Produits de l'élevage d'autres animaux	Ovins et caprins	18	Mouton, chèvres	1, 2
	Porcins	19	Porc	4
	Volailles	20	Poulet, pintade, autres volailles	5, 6, 7
	Autres animaux (hors bœuf)	21	Lapin, cobaye, escargot, agouti, Autres	8, 9, 10, 11, 88
Produits d'origine animale	Produits d'origine animale	22		-
Annexes agriculture et élevage	Annexes agriculture et élevage	23		-
Sylvicoles	Sylvicoles	24		-
Pêche et de la pisciculture	Pêche et de la pisciculture	25		-

Source: MCS 2006 et ENV 2008

Tableau 4: Correspondance MCS 1998 et TRE 2006

MCS 1998	TRE 2006
Agriculture vivrière	Produits de l'agriculture vivrière
Agriculture industrielle ou d'exportation	Produits de l'agriculture industrielle et d'e
Élevage, pêche, pisciculture et chasse	Produits de l'élevage et de la chasse
	Produits de la pêche et de la pisciculture
Activités annexes à la culture et à l'élevage	Produits annexes à l'agriculture et à l'élevage
Sylviculture, exploitation forestière	Produits sylvicoles
Industries extractives	Produits d'extraction
Industrie alimentaire	Viande et poisson
	Produits du travail des grains et produits amylacés
	Produits du cacao, du café
	Industrie des oléagineux
	Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires
	Produits laitiers, produits à base de fruits
	Boissons
Industrie du tabac	Tabac
Textile et habillement	Produits de l'industrie textile et de l'habillement
	Cuirs et chaussures
Industrie du bois	Produits du travail du bois et articles en bois
	Papiers et cartons ; produits édités et imprimés
	Produits du raffinage, de la cokéfaction
Industrie chimique	Produits chimiques
	Produits en caoutchouc et en plastique
	Autres produits minéraux non métalliques et m
Industrie métallurgique	Produits métalliques de base et ouvrages en
	Machines, appareils électriques et matériels
	Équipements et appareils audiovisuels et de c
	Matériel de transport
	Meubles, produits des industries diverses
Électricité, gaz, et eau	Électricité, gaz, eau et glace alimentaire
Construction et activités immobilières	Travaux de construction
Services marchands	Vente en gros et en détail
	Réparations
	Services d'hôtellerie et de restauration
	Transports et communication
	Services des postes et télécommunications
	Services financiers
	Services immobiliers
	Services aux entreprises
	Éducation
	Services collectifs, sociaux et personnels
	Services de santé et d'action sociale
Services non marchands	Services d'administration publique et de sécu

Sources: MCS 1998 et TRE 2006

Tableau 5: Identification des ménages urbains et ruraux de la MCS 1998

Catégories de ménages	Milieu de résidence
Agriculteur café et cacao	Rural
Agriculture autres cultures de rente	
Agriculture pêche et forêt	
Agriculteurs de subsistance	
Ouvriers agricoles	
Travailleurs établissement publics	Urbain
Travailleurs établissement privés	
Travailleurs indépendants	
Chômeurs et indépendants	

Source: MCS 1998

AGRODEP Data Report Series

01. Construction d'une matrice de comptabilité sociale avec des branches et produits agricoles désagrégés pour le Togo. Akoété Ega Agbodji. 2014.
02. La matrice de comptabilité sociale de l'économie sénégalaise en 2011. Ismael Fofana, Mamadou Yaya Diallo, Ousseynou Sarr, and Abdou Diouf. 2014.
03. Social accounting matrices for the Gambia, Liberia, Mauritania and Sierra Leone. Ismael Fofana, Lacina Balma, Fousseini Traore, and Dieynaba Kane. 2014.
04. Construction of a Social Accounting Matrix for Kenya 2009. Miriam W.O. Omolo. 2014.
05. A 2007 Social Accounting Matrix for Guinea Bissau. Francois Joseph Cabral. 2015.